

DDRK INFO

LETTRE D'INFORMATION TRIMESTRIELLE
DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA RÉGION DE KIDAL

Octobre 2025

« RÉDUIRE LA PAUVRETÉ, À TRAVERS UN APPUI
À LA CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE ...

APPUYER LE RETOUR DE LA PAIX ET DE LA
STABILITÉ AU NORD DU MALI »

ÉDITO

Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec émotion que nous vous présentons ces dernières newsletters des programmes Développement Durable dans la Région de Kidal (DDRK) et de Gao (DDRG). Après dix années d'engagement fructueux dans les régions de Kidal et de Gao et vingt-cinq ans de présence continue du Luxembourg dans la région de Kidal depuis 1999 est venu le moment de dresser le bilan de cette coopération et d'apprécier les impacts de ce partenariat, au service des populations des deux régions. Ces programmes, financés par le Grand-Duché de Luxembourg et mis en œuvre par PROMAN avec l'appui de nombreux partenaires maliens, ont incarné notre vision commune du développement durable. Ils ont permis de structurer des filières agricoles, de former des milliers de jeunes, de rendre disponible l'eau pour les populations et le bétail ou encore de renforcer les capacités des institutions locales et ce malgré les défis multiformes, en s'adaptant au contexte et aux besoins. Au nom de l'Ambassade du Luxembourg au Mali, je tiens à exprimer notre profonde gratitude envers tous les partenaires qui ont rendu possible cette riche aventure humaine. Nous sommes particulièrement reconnaissants du travail mené par les ministères, autorités régionales, collectivités territoriales, leaders communautaires, organisations de la société civile, services techniques, consultants et experts, entreprises, prestataires et fournisseurs, sans oublier les équipes de PROMAN dont l'engagement remarquable a permis de mener à bien ces activités avec efficacité et résilience. Votre esprit de partenariat et votre détermination ont été le moteur de ces réalisations. Nous gardons d'inspirants souvenirs de la participation constante et active des différentes parties prenantes aux sessions de comité de pilotage, pour lesquelles certains ont parfois effectué de longs voyages. Nous avons su évoluer dans un esprit constructif et de respect mutuel, sans jamais perdre de vue nos objectifs communs et l'intérêt des bénéficiaires. Vos aimables et chaleureux remerciements à l'endroit du Grand-Duché de Luxembourg nous ont toujours donné la mesure des résultats et impacts de nos actions sur le terrain. Cette newsletter témoigne de la richesse de nos réalisations communes et célèbre un partenariat sincère dont l'héritage sera, nous l'espérons, le plus durable possible.

Galatée FOUQUET

Chargée d'affaires a.i.

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg au Mali

DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE UN BILAN RICHE

Les concertations et les synergies d'actions avec tous les acteurs sur le terrain, et en particulier avec les directions régionales du secteur du développement rural (Direction Régionale des Services Vétérinaires (DRSV), Direction Régionale des Productions Industrielles Animales (DRPIA), Direction Régionale de l'Agriculture (DRA), Direction Régionale de l'Hydraulique (DRH)) ont permis d'atteindre d'importants résultats sur le terrain en matière de développement rural et de sécurité alimentaire.

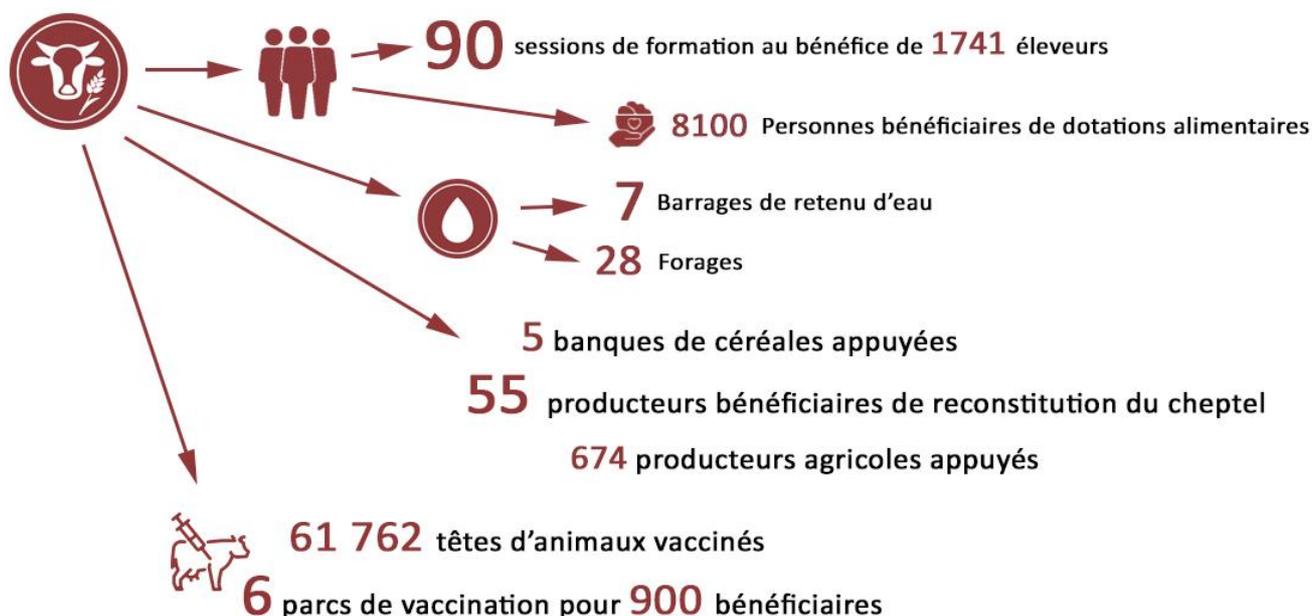
Il s'agissait de soutenir et de sécuriser les moyens d'existence des populations rurales, d'améliorer la disponibilité de l'eau pour les populations rurales et le bétail, et de soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie régionale visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle sur le court et moyen terme.

Sur la période de 2015 à 2025, les interventions et appuis du DDRK ont permis de réaliser 90 sessions de formation au bénéfice de 1741 éleveurs, de construire des parcs de vaccination qui ont bénéficié à 1200 éleveurs, de soutenir 55 éleveurs en reconstitution de cheptel, et d'appuyer 674 producteurs agricoles (maraichers) en équipements et sécurisation de leurs parcelles. Les activités de la phase 4 du DDRK ont également contribué à l'accès des populations et du cheptel à l'eau potable à travers des réalisations capitales avec notamment la construction de 3 barrages de retenue d'eau, la réalisation de 8 forages et l'amélioration de l'adduction d'eau de Kidal par le soufflage et l'équipement de 4 forages ainsi que la mise en place et la formation des comités de gestion des points d'eau.

En matière de sécurité alimentaire le soutien du DDRK a permis d'organiser, structurer et former les acteurs régionaux impliqués dans la sécurité alimentaire, de soutenir l'organisation d'une Foire Régionale Agro-Sylvo-Pastorale Artisanale et Culturelle (FRASPAC), d'appuyer la remise en service et la dotation de 5 banques de céréales, de former et de suivre les comités de gestion des cinq banques de céréales et d'octroyer des dotations alimentaires en urgence à 1350 ménages dont 150 ménages déplacés à Gao soit au total 8100 personnes bénéficiaires. L'implication permanente et active, la franche collaboration, la concertation et les synergies d'action avec les acteurs et partenaires ont été déterminantes dans l'atteinte de ces résultats.



DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN CHIFFRES



TÉMOIGNAGE

ALLOCATION DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION SPÉCIALE DU CONSEIL REGIONAL DE KIDAL

Au nom des collectivités Territoriales de la région de Kidal et à mon nom propre, je présente tous nos remerciements au Programme DDRK qui depuis 1999 intervenait dans la région de Kidal à travers des actions de développement durables ayant contribué efficacement à améliorer les conditions de vie des populations de la région.

Malgré la situation sécuritaire complexe dans la région de Kidal, le DDRK est resté toujours présent auprès des populations en les accompagnant dans les domaines du développement rural, la sécurité alimentaire, la santé, la formation professionnelle et la bonne gouvernance. Plusieurs jeunes de la région ont bénéficié d'emploi grâce aux appuis du DDRK à travers le financement des plans d'affaires et la formation aux métiers. Les dispositifs de formation mis en place ont favorisé l'emploi et l'insertion des jeunes de la région.

Dans le domaine des infrastructures et des ouvrages, la réhabilitation des centres de santé, la réalisation de forages ont permis de contribuer à améliorer la prise en charge dans les domaines de l'eau et de la santé.

Tout en remerciant le Grand-Duché de Luxembourg et PROMAN en tant qu'agence d'exécution, je finis cette note sur un souhait afin que le DDRK puisse laisser à notre disposition un document capitalisant sur l'ensemble de son intervention afin d'en faire un outil de référence pour d'éventuelles interventions.



FORMATION PROFESSIONNELLE ET INSERTION DES BASES POUR L'AVENIR

La collaboration avec les acteurs locaux organisés autour de la Direction Régionale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DREFP) et de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ), sous le leadership de la Collectivité Région de Kidal ont permis d'atteindre d'importants résultats sur le terrain.

L'accès des jeunes et des femmes à des formations pertinentes et de qualité dans les zones d'intervention est rétabli à travers des dispositifs de formation variés et efficaces, un dispositif régional d'appui-conseil et de suivi à l'insertion professionnelle est opérationnel et la gestion partenariale du système régional de formation-insertion est initiée grâce au renforcement des capacités des différents acteurs impliqués. Ainsi, ont été encadrés et renforcés dans leurs capacités 14 Maîtres-Artisans, 5 prestataires de formation, 3 méthodologues, 3 Conseillers d'Orientation, 10 représentants des chambres consulaires et organisations faitières, 5 Services Techniques Déconcentrés (DREFP, DRA, DRSV, Direction Régionale du Développement Social et de l'Économie Solidaire (DRDSES), DRPIA), 3 structures partenaires de la formation professionnelle (APEJ, Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) et Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) et 14 membres du CASPAE (Comité d'Analyse et de Sélection des Projets AGR et Équipements).

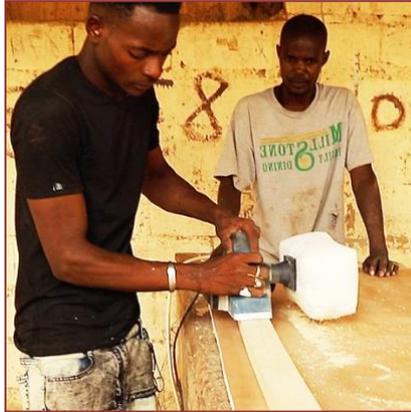
Quatre dispositifs de formations ont été mis en place et opérationnalisés pour former 2759 personnes, parmi lesquels 100 jeunes porteurs de micro-projets en entrepreneuriat dont 67 femmes.

Les activités et accompagnements du programme aux actifs de la région ont permis de mettre en place et soutenir deux Espaces d'Orientation Jeunesse, un à Kidal et un à Gao pour les déplacés de Kidal, de réaliser une étude d'évaluation des dispositifs de formation et d'accompagnement en entrepreneuriat et équipements de soutenir la mise en place et le fonctionnement d'un CASPAE, et d'accompagner l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'affaires pour les actifs notamment les jeunes et les femmes (200 plans d'affaires financés).

Le programme a également pu mettre en place un cadre régional de gestion partenariale de la formation professionnelle et de l'insertion et soutenir le recrutement et la prise en charge d'un assistant technique formation professionnelle auprès de la Collectivité Région de Kidal.



FORMATION PROFESSIONNELLE ET INSERTION
EN CHIFFRES



SANTÉ

UN ACCÈS AUX SOINS DE QUALITÉ RENFORCÉ

Le programme a joué un rôle capital dans l'appui aux services sociaux de base notamment la santé à travers l'accompagnement de la Direction Régionale de la Santé et des centres de santé autour desquels les populations sont regroupées. Les cadres de concertations, les actions de synergies ont permis d'améliorer considérablement le plateau technique et la prise en charge des patients, résultats ayant permis d'atteindre les objectifs fixés dans l'accord de partenariat entre le DDRK et la Direction Régionale de la Santé (DRS) de Kidal.



Dans le but d'améliorer l'accès de la population de la région de Kidal aux services sanitaires de qualité et à l'assainissement, trois résultats étaient attendus de la composante santé à savoir : les conditions et moyens pour assurer des soins de santé de qualité aux populations sont améliorés, un système de gestion local de santé est fonctionnel dans les communes, et les principaux centres de concentration des populations disposent d'un environnement sain autogéré et durable.

Sur la période de 2015 à 2025, le programme a appuyé 8 structures de santé en plus du Centre de Santé de Référence (CS-Ref) de Kidal avec notamment le recrutement d'un personnel qualifié et sa mise à disposition au niveau de ces structures de santé (5 agents sanitaires pour chaque centre, 4 médecins, 16 Accoucheuses Traditionnelles). Les structures de santé ont été dotées en médicaments et équipements médicaux. Les Équipes Mobiles Polyvalentes ont pu réaliser 514 sorties. Le CS-Ref de Kidal a vu la formation et la prise en charge du laborantin et l'équipement du laboratoire en intrants médicaux.



La période a également vu l'organisation de 5 missions humanitaires de spécialistes en santé au CS-Ref de Kidal. Il faut noter que les activités ont permis d'appuyer le fonctionnement de la DRS et la DRDSES sur le terrain et la mise en place et le dynamisme des comités de gestion des Association de SANTé Communautaire (ASACO). Les 2 Centres de Santé Communautaires (CS-Com) de Tessalit et Tinessako ont bénéficié de système d'adduction d'eau, tandis que ceux d'Abeibara et d'Adielhoc ont bénéficié de la réhabilitation de leur système à travers des raccordements au réseau.

Concernant l'assainissement, la dégradation de la situation sécuritaire ayant conduit au non-fonctionnement des collectivités et services techniques, les activités n'ont pas été reconduites lors de l'extension en 2020. Cependant de 2016 à 2019 il a été réalisé l'accompagnement (formation et équipement) de 6 Groupements d'Intérêt Économique (GIE) pour le ramassage des ordures dans les communes de Kidal, Adielhoc et Tessalit, l'organisation des journées de salubrité, et la mise en place de 3 incinérateurs pour la destruction des déchets bio médicaux au niveau de 3 centres de santé.



SANTÉ EN CHIFFRES



REMERCIEMENTS

Le DDRK remercie chaleureusement :

- L'Administration (gouverneur, préfets et sous-préfets) ;
- Les Collectivités Territoriales (Responsables et élus des communes et de la collectivité Région) ;
- Les services techniques déconcentrés (DRSV, DRPIA, DRP, DRA, DR-Artisanat, DRH, DRGR, DRDSES, AE, APEJ, ANPE, FAFPA, DRS, DRDSES) ;
- Les chambres consulaires (CRA et CRM) ;
- ASACO et Comités de Gestion des centres de santé ;
- Les légitimités traditionnelles et leaders communautaires (chefs de village, chefs de fraction, chefs de secteurs) ;
- Les membres des organisations des producteurs des faitières et des organisations communautaires de base (Comités de gestion des points d'eau, comités de gestion des banques de céréales et d'intrants, comités de gestion des parcs de vaccination, jeunes ruraux et femmes rurales) ;
- Le Cabinet Marie Curie ;
- La Pharmacie Populaire Gao ;
- Les Prestataires et Entreprises fournisseurs (Emak, Beretes Services, Neopharma, Dr Abdoul Karim Goïta) ;
- Les personnes ressources et leaders influents ;
- Les intervenants dans la région (PTF, ONG) ;
- Tous ceux qui de près ou de loin ont contribué aux activités du programme.



BONNE GOUVERNANCE ET DÉCENTRALISATION

SOUTENIR L'ADMINISTRATION ET LES SERVICES SOCIAUX DE BASE

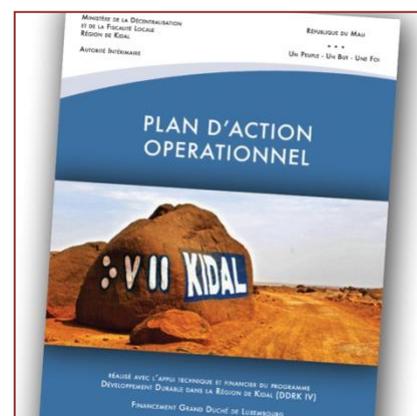
Les activités du volet bonne gouvernance ont concerné la période 2015 à 2020. La signature de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale issue du processus d'Alger signé en juin 2015 entre le gouvernement malien et les groupes armés a donné aux questions de gouvernance et de décentralisation une place centrale dans la mise en œuvre de la stabilité et des enjeux du développement local.

Le DDRK a joué un rôle capital dans l'organisation et la mobilisation des acteurs et des appuis en matière de gestion des affaires locales avec quatre résultats attendus : la citoyenneté et la bonne gouvernance locale sont promues, les mécanismes locaux de prévention, de gestion des conflits et d'implication participation des communautés au développement local sont capitalisés et promus, les appuis-conseils et les exercices de Tutelles aux Collectivités Territoriales sont mis en œuvre de façon efficace et l'environnement local et régional permet la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales en matière de Décentralisation, de Gouvernance et dans les secteurs transférés aux Collectivités Territoriales.

Une étude et des sessions de formation ont été réalisées avec les acteurs locaux sur la prise en compte du genre dans les instances de décision et la gestion des affaires locales. Cela a occasionné une plus grande représentativité des femmes et des jeunes au sein des commissions de gestion de la ville, des commissions d'accès aux services sociaux (santé, éducation, eau et énergie).

Les activités ont permis la réduction de la violence intra et intercommunautaire à travers l'appui à l'organisation des rencontres inter communautaires, la mise en place de binôme d'animateurs par cercle, la tenue de sessions de sensibilisation, le soutien à la mise en place et au renforcement des capacités de l'équipe régionale d'appui à la réconciliation et ses démembrements dans les communes, le soutien au développement local et régional (appui à l'élaboration du plan d'action de l'autorité intérimaire régionale, réhabilitation et équipement de ses locaux, session de formation pour ses membres et soutien à l'organisation d'un symposium national pour la mobilisation des partenaires techniques et financiers) et la création d'un environnement régional et local favorable au redéploiement de l'Administration et des services sociaux de base dans la région.

On retiendra en chiffres : 181 concertations régionales organisées, 220 facilitateurs médiateurs formés / actifs, 103 élus et cadres des CT formés.



LE GRAND-DUCHÉ DU LUXEMBOURG EST PRÉSENT AUX CÔTES DES POPULATIONS DE LA RÉGION DE KIDAL DEPUIS 1999

La Coopération luxembourgeoise a pour objectif global d'appuyer le Gouvernement du Mali dans ses efforts visant à réduire la pauvreté à travers un appui à la croissance inclusive et durable, la réduction de l'insécurité alimentaire ainsi que le retour de la paix et de la stabilité au nord du Mali.

Afin de mieux répondre aux besoins des populations et aux spécificités du terrain, deux zones d'exécution avaient été retenues pour le PIC III (2015 - 2024). La "zone Sud" dans laquelle l'agence LuxDev a mis en œuvre trois programmes, se compose de la région de Ségou (cercles de San, Tominian, Barouéli et Bla), du cercle de Yorosso dans la région de Sikasso et de Bamako et ses environs. La "zone Nord" avec les régions de Kidal et de Gao fut confiée à PROMAN. Une lettre d'entente a été signée le 6 mai 2016 à Bamako, afin d'encourager la plus grande synergie possible entre tous les acteurs du PIC III (PROMAN, LuxDev, agences onusiennes, SOS Faim, Université de Bamako).

La Coopération luxembourgeoise est multiforme avec également des appuis multilatéraux, humanitaires et à travers les ONG.

Le DDRK phase IV durant cette phase de prolongation 2023-2024 se déclinait en 3 composantes :

- Développement rural et sécurité alimentaire
- Formation et insertion professionnelle
- Santé

Budget Total DDRK IV : 19 726 450 €

Afin de coordonner les activités, une Unité de Gestion des Programme (UGP) avait été créée à Bamako. L'UGP et l'équipe opérationnelle ont participé aux différents cadres de concertation au niveau national et régional.

PROMAN est une société de conseil internationale de premier plan spécialisée dans la coopération au développement. Créé en 1986, PROMAN fournit des services aux bailleurs de fonds internationaux, les gouvernements nationaux, les institutions publiques et les partenaires de développement du monde entier. Au Mali, **PROMAN a le mandat d'agence d'exécution pour le Grand-Duché de Luxembourg dans la zone de concentration Nord, régions de Kidal et de Gao.**

Contact :

UGP Programmes Zone de Concentration Nord PIC III (DDRK IV – DDRG)
 Agence d'exécution PROMAN
 Coopération Grand-Duché de Luxembourg - République du Mali
 BAMAKO – MALI – proman-mali@proman-mali.org